

**INTERVENTION DE FRANCOIS HOLLANDE
COLLOQUE SUR L'EUROPE ET LA GLOBALISATION
ATHENES – 28 FEVRIER 2009**

Mesdames et messieurs,

Je vais m'exprimer en français et j'en éprouve à la fois fierté et regret. Je vous remercie pour votre invitation, je retrouve Kostas Simitis avec beaucoup de plaisir, c'était le temps où il était le Premier ministre de la Grèce et où Lionel Jospin était le Premier ministre de la France et où l'on disait « Simitis c'est le Jospin grec et Jospin c'était le Simitis français ».

Je viens à un moment où nos deux pays connaissent des mouvements sociaux. Je ne sais pas si j'ai échappé à une grève à l'aéroport d'Athènes, ce que je sais c'est qu'il y a une grève générale en France. Je ne sais donc pas si je pourrai repartir en France mais je vous remercie encore plus volontiers de votre accueil ici à Athènes, qui pourrait me contraindre à rester plus longtemps que nécessaire.

Nous sommes dans une période où les contestations sociales sont fortes. En France, on regarde ce qui se passe en Grèce, avec un mélange, je dois le dire, d'inquiétude et d'étonnement. Compte tenu de la force mais aussi de la violence des manifestations. Il a été rappelé que je suis l'élu d'un département rural, la Corrèze, où dans un petit village, des jeunes ont été arrêtés, enfermés, parce qu'ils communiquaient avec des jeunes en Grèce. Vous imaginez si j'ai pris un risque en venant ici à Athènes moi-même. Mais si nos deux pays connaissent des problèmes graves sur le plan social c'est parce qu'il y a une crise aussi brutale que profonde et une gestion de cette crise qui conduit à une impasse. Et c'est tout le sens du questionnement que nous devons avoir aujourd'hui.

Les taux de chômage qui avaient considérablement baissé ces cinq dernières années sont repartis partout à la hausse. En Espagne, le taux de chômage est attendu au-delà de 12% ; en Allemagne, il y a eu en quelques mois plus de 500 000 chômeurs de plus et en France nous devrions connaître le chiffre depuis deux jours, sauf qu'il y a une grève dans les services statistiques, c'est ce qui pouvait d'ailleurs arriver de mieux arriver au gouvernement! Car le chômage dépasse 9% de la population active.

C'est dans ce contexte que vous avez décidé de mener ce débat sur l'Europe sociale et la globalisation.

Je voudrais d'abord revenir sur la globalisation elle-même pour ensuite m'intéresser aux chances et aux conditions d'une Europe sociale.

La globalisation s'est accélérée ces trente dernières années. À la fois

l'internationalisation des firmes, la financiarisation des économies, sans oublier l'effondrement du mur de Berlin, l'émergence de nouveaux pays concurrents. Bref, il y a aujourd'hui une économie –le monde et un marché planétaire avec plusieurs conséquences politiques : la première c'est que la globalisation a privé les Etats d'un certain nombre de capacités pour agir, sans pour autant que des instances de régulation supra nationales aient pu apparaître. La deuxième conséquence de la globalisation, c'est qu'elle a intensifié toutes les concurrences et donc conduit à une pression sur les coûts salariaux, sur les systèmes de protection sociale, et réduit aussi les possibilités pour les états d'utiliser l'arme budgétaire et même l'arme fiscale.

Troisième impact de la globalisation, c'est qu'elle a donné une place prépondérante aux marchés de capitaux, obligeant les entreprises à servir aux actionnaires des taux de rendement qui n'avaient que peu à voir avec les gains de productivité de l'économie réelle d'où le collapsus qui vient de se produire. Il y a donc aujourd'hui une crise de la globalisation et aussi une globalisation de la crise. C'est-à-dire que la crise touche tous les continents ; aucun pays ne peut rester à l'abri de la tempête, le plus petit, l'Islande a même failli connaître le dépôt de bilan, et les plus exotiques sont également frappés du fait de l'interconnexion des marchés.

En effet, cette crise concerne tous les marchés, les marchés de capitaux, les marchés de produits manufacturés mais également les marchés de matières premières. Nous devons nous poser trois questions : Est-ce que la globalisation va connaître une pose ou au contraire va poursuivre la même marche en avant et sous quelle forme ? Est-ce que la crise va produire un nouvel ordre économique ou au contraire un désordre de plus ? Est-ce que l'Europe peut dans ce contexte nouveau, changer de projets et donner toute sa place à l'Europe sociale ?

Je reviens à la première question : quel est l'avenir de la globalisation? La crise peut conduire à une renationalisation des politiques économiques : ainsi, les plans de sauvetage des banques ont été décidés par les Etats. De même, les plans de relance des économies ont été élaborés à l'échelle nationale même si la Commission européenne avait fixé quelques objectifs. Les Etats s'affranchissent de toute discipline budgétaire et il est bien difficile de savoir ce que sera le niveau du déficit et de l'endettement public à la fin de l'année 2009.

On voit également les fonds souverains être partout mis en place dans des pays émergents comme dans des pays développés pour protéger la base productive de chaque nation.

Parallèlement, des dévaluations compétitives sont décidées unilatéralement, notamment en Chine, ou sont subies, je pense notamment à l'évolution de la livre sterling ces derniers mois. Enfin, nous voyons s'ériger de nouvelles barrières commerciales, les Etats-Unis avaient

commencé à relever un certain nombre de droits de douane et on observe dans beaucoup de pays émergents cette tentation.

Je considère que ce ne serait pas un progrès pour le monde de chercher une solution à la crise dans le retour à des voies nationales. Une telle évolution aurait des conséquences néfastes sur le commerce mondial, aggraverait les inégalités planétaires, provoquerait des ajustements commerciaux brutaux, le retour de l'inflation, une montée des taux d'intérêts et pour finir des conditions de conflit planétaire.

Aussi, j'estime que les progressistes, les sociaux-démocrates doivent soutenir le processus de globalisation dans cette période que nous traversons et qu'ils ne pourront pas être les promoteurs d'une sortie nationale de la crise. Non pas que les Etats n'aient pas de rôle à jouer, non pas que les gouvernements n'aient pas à prendre leur responsabilité, non pas qu'il y ait des choix courageux à prendre dans chacun de nos pays... Tout cela doit se faire dans le cadre de la globalisation.

Mais il y faut plusieurs conditions et c'est la deuxième réponse que je voulais apporter, la crise doit nous permettre d'exiger un nouvel ordre. Quel ordre nouveau pour le monde? Nous avons là trois objectifs :

- Renforcer l'autorité et les moyens des instances de régulation, à la fois le contrôle des marchés financiers du système bancaire C'est pourquoi, il faut reprendre au sien de l'OMC les discussions pour trouver une juste répartition des échanges et définir une politique commerciale à l'échelle du monde. De même, un système organisant les marges de fluctuations des principales monnaies mondiales doit être mis en place. Enfin, il faut que les instances de régulation aient des objectifs de développement durable.
- Lutter contre les trous noirs de la globalisation, et notamment les paradis fiscaux dont les gouvernements feignent de découvrir l'existence, alors qu'ils les ont tolérés, voire organisés, provoquant cette disjonction entre les fonds spéculatifs et le lieu de leurs activités ou même à l'intérieur des pays où l'on a défiscalisé un certain nombre de placements ou de produits financiers. Il faut également démanteler tout ce qui pourrait être source de spéculations à travers un certain nombre de produits dérivés.
- Mettre en place des politiques coopératives pour le soutien de l'activité, pour le financement de l'économie, pour les choix de politique monétaire que les banques centrales ont aussi à assumer. Mais aussi, pour gérer la reprise lorsqu'elle se produira, pour mener les politiques fiscales permettant à la fois une redistribution et une incitation à l'investissement.

Il nous revient de bâtir des lieux pour organiser la globalisation politique :

le FMI, la banque mondiale, le G20. Et l'Europe doit être un levier de cette politisation du monde.

L'Europe a franchi trois étapes majeures depuis 50 ans: assurer la paix sur le continent, cette évidence n'a même plus besoin d'être rappelée, c'était pourtant une utopie ; ensuite, l'élargissement aux pays de l'Est, après l'effondrement du mur de Berlin, il n'était pas donné d'avance que l'Europe en 20 ans, puisse donner place à des pays qui étaient jusque-là sous la dictature. La troisième étape qui a été franchie, là encore avec succès, c'est l'harmonisation des marchés et la monnaie unique. Je sais qu'il peut y avoir des débats sur l'intégration monétaire, mais regardons la situation des pays qui ne sont pas dans l'Euro et qui sont sans abri dans la tourmente. La Grande-Bretagne qui a paru longtemps avantagée par cette position de n'avoir aucune discipline dans les périodes où nous avons nous nos contraintes. Mais qui, dans cette crise, n'a plus rien qui puisse protéger sa monnaie au point de faire subir des pertes de pouvoir d'achat considérables aux Britanniques qui vivent en Grande-Bretagne mais aussi aux Britanniques.

L'Europe doit se poser la question de son avenir, de sa nouvelle étape, de sa nouvelle frontière, de son projet, de son organisation. Je considère qu'il y a trois objectifs qu'il faut poser comme essentiels pour les dix années qui viennent: l'objectif de la compétitivité car l'Europe a perdu pied. L'Europe doit devenir un modèle de performance autour de ce que fait la force de l'avantage comparatif, l'économie de la connaissance, les investissements, la recherche, l'innovation. Le second projet c'est le modèle social, parce que nous sommes capables de fixer enfin des règles communes de temps de travail, d'organisation du travail, de salaires minimaux, de formation professionnelle, de lutte contre les délocalisations.

Enfin, l'Europe doit être un modèle de développement durable ce qui suppose d'être en avance sur les énergies nouvelles, en avance sur les véhicules propres, en avance sur l'isolation des logements, en avance sur la préservation des territoires.

Tel est l'enjeu des prochaines élections européennes, et pourtant ce scrutin est délicat. Pas facile de mobiliser les opinions dans des contextes de crise, pas facile de donner de l'Europe une vision protectrice, pas facile de convaincre qu'une majorité progressiste pourra se constituer au Parlement européen et qu'elle pourra faire changer les choses. Et pourtant, les prochaines élections européennes doivent nous permettre, si nous menons campagne ensemble, d'aller vers une Europe de progrès: progrès économiques, progrès sociaux, progrès humaines. L'Europe sociale n'en est qu'un des piliers. De tels objectifs exigent un changement de méthode, de contenu et de ressource. Changement de méthode: il faut un exécutif européen plus simple, plus clair avec un gouvernement économique de

l'Europe et un parlement européen plus fort. Changement de contenu de cette Europe, il faut des critères qui ne soient pas que budgétaires ou financiers, mais sociaux et environnementaux.

Parallèlement, il faut imaginer des cercles d'intégration. L'Europe à 27 doit accepter que des Européens qui le décident à 7 ou 8, à 13 ou 14, puissent définir des politiques nouvelles. Enfin, il faut mobiliser des ressources et je pense que nous avons intérêt à porter dans les prochains mois, l'idée d'un grand emprunt européen dont le produit servirait à financer des dépenses d'investissement, des dépenses liées à la recherche, à l'enseignement supérieur, à l'innovation et qui pourraient donner aux Etats ce qu'ils n'ont plus, c'est-à-dire des marges de manoeuvre et des capacités de s'endetter. Il faut mobiliser l'épargne. C'est aussi un enjeu européen.

Je conclus pour vous dire que la crise peut être une opportunité. Elle autorise au moins une lucidité sur le passé. On sait ce qu'il ne faut plus faire. Une autre vertu est de valider ou d'invalider un certain nombre de théories découvrant que certaines ont pris du plomb dans l'aile. Je pense notamment aux théories néolibérales. L'intérêt d'une crise est qu'elle brise le conformisme. Quand on parlait d'Europe sociale, il y a encore quelques mois, de l'intervention de l'Etat, de justification de l'impôt, de régulation des marchés, on avait l'impression de dire des grossièretés dans les cercles bien pensants auxquels on s'adressait. Aujourd'hui, c'est un langage commun au sein des gouvernements européens, même les plus à droite !

Aussi, la crise peut être une mystification politique. Elle fait souffrir des populations, elle privilégie l'urgence par rapport au long terme et elle provoque le repli, les facilités, le nationalisme.

C'est dans ce moment précis qu'une course de vitesse est engagée, non pas simplement entre la gauche et la droite pour savoir qui en sera bénéficiaire, mais une course de vitesse entre le « sauve qui peut » que la droite utilise, et le « volontarisme possible » des idées progressistes. Merci.